

PASSONS À L'ACTION!



Parlez-en autour de vous : famille, ami-es, collègues de travail, etc.

Contactez votre syndicat local pour vous impliquer dans les actions ou activités à venir.

Suivez les dernières nouvelles sur nos réseaux sociaux et auprès du conseil central de votre région.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR NOS SOLUTIONS



**VRAIMENT
PUBLIC**



POURQUOI LE PROJET DE LOI 15 NE RÈGLERA PAS LES PROBLÈMES DE NOTRE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX



f SSS



LES PROBLÈMES ACTUELS

Notre réseau:

- ne s'est toujours pas remis de l'austérité et des conséquences des réformes précédentes.
- est débordé par une demande croissante liée aux conséquences de la COVID et au vieillissement de la population.
- est de plus en plus difficile d'accès si l'on n'est pas très malade.
- c'est 75 % de femmes à qui on demande de continuer d'offrir des soins et des services à bout de bras, au détriment de leur propre santé.
- ne fait pas assez de place à la prévention et aux services sociaux, qui permettraient pourtant de limiter à terme le recours au système.
- est géré de manière inhumaine comme une chaîne de montage minutée.
- est géré par une poignée d'individus qui pensent détenir les « bonnes idées » et qui veulent les imposer aux personnes qui elles, sur le terrain, donnent les soins.
- offre de moins en moins de place à la population pour participer à la prise de décision.
- est de plus en plus perçue comme une occasion d'affaires.

Tous s'entendent pour dire que cette fois, la situation est tellement grave qu'on ne peut pas rater notre coup.

- Notre population vieillit, les besoins sont en croissance. Nous devons trouver une manière d'y répondre, sinon la situation va continuer d'empirer.
- Il n'y a plus de marge de manœuvre. Nous devons déployer les bonnes solutions et éviter une autre réforme de structure qui fragilisera encore plus le réseau.

LES SOLUTIONS

Les solutions à mettre en œuvre sont connues, bien documentées, et font largement consensus, sauf pour le parti au pouvoir.

- Le réseau public est capable de répondre aux besoins croissants de la population, mais il faut lui donner les moyens de le faire. Le réseau public doit redevenir attractif et ses travailleuses et travailleurs doivent être bien traités.
- Au Québec, nous avons les moyens de réinvestir dans notre réseau public, au lieu de baisser les impôts, principalement des plus riches.
- Notre réseau public est l'assurance d'une équité au niveau de l'accès aux soins et aux services. C'est de ça qu'on a besoin pour soigner humainement nos enfants, nos parents, nos grands-parents, et nous-mêmes.
- On peut améliorer la performance de notre réseau public en donnant plus de moyens, d'autonomie, de soutien et de confiance aux petites équipes de travail interdisciplinaire. Ce sont elles qui en comprennent le fonctionnement, pas les top gun du privé dans un bureau à Québec.
- La population et les usager-es doivent avoir leur mot à dire dans les décisions qui touchent leur santé.
- Il faut conserver et promouvoir l'expertise et le savoir-faire dans le réseau public – c'est à nous! Au contraire, donner plus de place au secteur à but lucratif en santé et en services sociaux créera une dépendance dont il sera très difficile de se défaire par la suite. Une fois la dépendance en place, le privé demandera plus d'argent, et c'est tout le monde qui devra payer, que ce soit par nos impôts ou encore via nos régimes d'assurance.
- Bien sûr il faut améliorer la situation dans les urgences, les listes d'attente en chirurgie, et améliorer l'accès aux médecins. Mais le mieux reste de se donner les moyens d'agir en amont, en prévention, en s'assurant de soutenir les personnes qui sont dans le besoin, et en prenant soin de notre environnement !